



Cadre pour la Stabilisation et le Renouveau Haïtien

Appel à l'Action

Octobre 2025

RESUME EXECUTIF

Haïti se trouve à un tournant critique de son histoire. Le pays est confronté à des défis sécuritaires profonds, à une fragilité institutionnelle persistante et à une crise économique qui privent des millions de citoyens, en particulier les jeunes, de stabilité et d'opportunités. Pourtant, une volonté renouvelée de changement se manifeste à travers toute la société. Une fenêtre d'opportunité s'ouvre pour affronter les causes profondes de l'instabilité, restaurer la confiance du public et jeter les bases d'un avenir plus résilient et inclusif.

Ce cadre propose donc un plan d'action à court et moyen terme visant à stabiliser le pays, à restaurer l'autorité et la crédibilité des institutions publiques, et à réactiver l'économie. Il expose des mesures concrètes et réalisables nécessitant une action coordonnée entre le gouvernement, le secteur privé, les partis politiques, la société civile et la diaspora. L'objectif n'est pas seulement de répondre à la crise actuelle, mais de lancer une réelle transformation durable qui prépare le terrain à des élections libres et crédibles, ainsi qu'à une relance économique et sociale à long terme.

Ce cadre repose sur la conviction que le renouveau d'Haïti peut être conduit par les Haïtiens eux-mêmes, en se concentrant sur des réformes pratiques et à échelle réaliste, qui renforcent les institutions de l'État, restaurent la confiance publique et améliorent les conditions de vie quotidiennes de chaque citoyen.

Il met l'accent sur la création d'emplois et la relance de l'activité économique comme leviers essentiels de stabilité sociale, soutenus par une administration publique moderne et transparente, la mobilisation stratégique des compétences et des investissements de la diaspora, la pleine inclusion des jeunes et des femmes à tous les niveaux de la reconstruction, et le support des partenaires internationaux.

Pour stabiliser la situation nationale et créer les conditions propices à une relance, trois domaines prioritaires immédiats sont essentiels :

1. Rétablir la Sécurité

Renforcer et rendre opérationnelle la Force de Répression contre les Gangs (FRG) afin de reconquérir le territoire, de sécuriser les infrastructures critiques et les corridors logistiques, et de démanteler les réseaux criminels organisés. Les opérations de sécurité doivent être guidées par le renseignement, coordonnées et alignées sur les objectifs stratégiques du gouvernement haïtien, avec des indicateurs de résultats mesurables assurant cohérence, redevabilité et impact durable. Une communication claire et une mobilisation communautaire structurée sont essentielles pour restaurer la confiance du public et réaffirmer l'autorité de l'État.

2. Répondre aux besoins immédiats des familles déplacées

À mesure que les zones sécurisées s'étendent, il convient de mettre en place des comités de reconstruction communautaire, des programmes de travail en vue d'une reconstruction participative contre rémunération et un appui à la relance des petites entreprises.

La restauration des services essentiels doit être une priorité, afin de stabiliser la vie quotidienne et reconstruire la confiance. L'effort de la nation doit être mobilisé en vue de rétablir ces services, grâce à des solutions innovantes et durables dans les domaines de l'eau, de l'énergie, de l'assainissement, de l'éducation et de la santé.

Ces améliorations sont essentielles pour restaurer la dignité, renforcer la résilience communautaire et prévenir de nouveaux déplacements. Elles doivent s'envisager en deux étapes : un rétablissement temporaire d'urgence visant à accompagner le retour et la stabilisation ; des investissements durables en vue d'une reconstruction durable.

3. Créer les conditions de stabilité et de prospérité d'Haïti à long terme

Assurer le chemin vers les élections

Face à l'impasse politique et à l'échéance irréaliste du 6 février 2026, l'Institut Macaya recommande de recentrer les efforts nationaux sur la tenue d'élections crédibles, en mettant en place un calendrier électoral fixe et transparent, assorti de garanties d'impartialité, de sécurité et de supervision civique. Plutôt que de commencer par des négociations politiques sur la structure de gouvernance qui risqueraient de retarder l'échéance électorale, il est préférable de s'entendre sur le renforcement du processus lui-même. Un processus électoral fiable mettra les compétiteurs politiques en confiance et facilitera l'instauration d'une transition technocratique limitée, disciplinée et axée sur les résultats, avec pour seule finalité le rétablissement rapide de l'ordre constitutionnel.

Renforcer la redevabilité et l'efficacité des institutions publiques

Renforcer et étendre la gouvernance numérique à travers un système d'identité numérique et de registre civil sécurisé, inclusif et interopérable, permettant un accès équitable aux services, le renforcement de l'intégrité électorale et le soutien aux systèmes de protection sociale. Haïti doit s'appuyer sur les nouvelles technologies pour sécuriser toutes les chaînes de décision et mettre fin à leur détournement qui alimente la corruption.

Ce cadre numérique doit moderniser les institutions publiques pour assurer une supervision en temps réel, garantir le bénéfice des services et une coordination renforcée entre les agences, favorisant la transparence et l'intégrité afin de rétablir la confiance dans les institutions.

Restaurer la confiance dans la justice et l'État de droit

Mettre en place des mécanismes hybrides de justice et des tribunaux mobiles pour résoudre les conflits, lutter contre la corruption, démanteler les réseaux criminels et garantir un accès

à la justice équitable et rapide. Ces efforts doivent être soutenus par une assistance technique internationale ciblée, intégrée au sein des institutions haïtiennes, tout en assurant le leadership national.

Reformer l'architecture de sécurité

Réorganiser la Police Nationale d'Haïti (PNH) et transformer les Forces Armées en une force de type Gendarmerie/Garde Nationale centrée sur la stabilisation, le contrôle du territoire, la sécurité frontalière et l'engagement et l'insertion des jeunes par le service civique et la formation professionnelle.

Relancer l'activité économique et créer des emplois

La priorité sera de déployer des travaux publics à impact rapide et des initiatives communautaires dans les zones sécurisées afin de générer immédiatement des emplois, restaurer les services essentiels et signaler des avancées concrètes.

En parallèle, des réformes en profondeur doivent être engagées, incluant des politiques économiques et fiscales cohérentes en vue d'améliorer la compétitivité des principaux secteurs de l'économie.

Elles passent par la gestion des frontières pour garantir un contrôle des entrées et des sorties. La stabilisation du cadre de l'activité économique passe par la modernisation du système fiscal, notamment pour garantir des recettes à l'État et des contributions au système de solidarité et de sécurité sociale.

Pour relancer l'économie, les entreprises doivent être recapitalisées, pour leur permettre de réaliser des investissements et de recruter. A cet effet, il faudra notamment étendre les instruments de financement pour les entrepreneurs et leur garantir un accès selon des critères transparents.

Un programme national d'infrastructures permettra la réhabilitation et la modernisation des ports, routes, aéroports, réseaux énergétiques et de télécommunication, réseaux d'eau potable, et routes rurales secondaires.

Les partenariats internationaux demeurent essentiels, mais l'aide doit désormais renforcer les institutions haïtiennes, étendre les opportunités économiques, notamment pour les jeunes et les femmes, et permettre aux acteurs locaux de conduire et de soutenir la mise en œuvre, plutôt que de continuer à dépendre de programmes conçus et pilotés de l'extérieur.

Ce plan constitue une feuille de route concrète pour restaurer la sécurité, raviver l'espoir et élargir le champ des possibles. Sa réussite repose sur un engagement politique fort, un objectif national partagé et une collaboration coordonnée entre les secteurs public et privé.

Haïti peut et doit conduire son propre renouveau. Le moment d'agir, c'est maintenant.

INTRODUCTION

L'Institut Macaya est un think-tank haïtien, non partisan et financé par le secteur privé, qui mobilise des expertises issues de divers secteurs pour mener des recherches fondées sur des données probantes et élaborer des solutions prospectives aux défis les plus pressants d'Haïti. Son travail s'articule autour de deux piliers fondamentaux : la gouvernance et la politique économique, tous deux essentiels pour favoriser une stabilité durable, restaurer la confiance citoyenne et stimuler une croissance économique inclusive.

L'institut Macaya s'appuie sur l'idée que la crise profonde qui nous secoue doit être vue comme l'occasion d'un débat en profondeur et sans tabou pour conduire Haïti vers un avenir qui tire les conséquences des difficultés passées pour ne plus les reproduire.

La crise actuelle en Haïti met en effet crûment en évidence l'appel profond et largement partagé, tant à l'intérieur du pays qu'au sein de ses partenaires internationaux, en faveur d'un changement significatif et durable. Il existe une demande collective pour mettre fin à la violence, instaurer une stabilité politique pérenne, garantir une gouvernance transparente et efficace, et offrir de réelles opportunités économiques pour tous.

Haïti se trouve à la croisée des chemins, et les décisions prises aujourd'hui détermineront la trajectoire du pays et le sort de ses citoyens pour les décennies à venir. Ces défis interviennent à un moment où les progrès technologiques offrent des leviers nouveaux de croissance économique et d'efficacité opérationnelle dans tous les domaines de la vie publique et privée.

Alors que la nation fait face aux défis socio-économiques les plus graves de son histoire, les regards de la communauté internationale sont de nouveau tournés vers son avenir. Cette attention renouvelée représente une fenêtre d'opportunité essentielle qu'il nous faut impérativement saisir afin d'engager les réformes structurelles et les efforts de refondation nationale indispensables à une stabilité et un progrès durables.

Pourtant, ces aspirations semblent hors de portée. Des gangs armés contrôlent de vastes zones de Port-au-Prince et d'autres régions du pays en toute impunité, menant leurs activités et utilisant des tactiques comparables à celles d'organisations criminelles transnationales ou de groupes insurgés. Cette réalité exige des outils nouveaux, dépassant la capacité actuelle de la Police Nationale d'Haïti (PNH) et de ses partenaires à contenir la menace. Les institutions fondamentales de gouvernance n'ont pas su avancer de manière significative vers la stabilité, paralysées par des clivages politiques profonds, un clientélisme enraciné et des systèmes dépassés. L'inflation a explosé tandis que l'activité économique s'est fortement contractée, du fait de l'érosion du capital à tous les niveaux du tissu économique, aggravée par une réglementation faible et non appliquée, souvent manipulée. Ce dysfonctionnement systémique est payé au prix fort par le peuple haïtien, et en particulier par la jeunesse, à qui l'on vole l'avenir, et trop souvent la vie.

Alors qu'un espoir prudent émerge avec l'adoption de la résolution 2793 (2025) du Conseil de Sécurité des Nations Unies, qui autorise la création d'une Force de Répression contre les Gangs (FRG) avec un mandat clair pour engager des actions proactives contre ceux qui terrorisent et détruisent des milliers de vies, un regain d'optimisme sécuritaire traverse la société haïtienne.

Depuis le début de notre cheminement démocratique dans les années 1990, Haïti a reçu un soutien considérable de ses partenaires internationaux, sous forme de diagnostics, de stratégies, de plans de développement et d'interventions visant à instaurer la paix, le progrès et la prospérité. Ces efforts bien intentionnés n'ont pas réussi à briser le cycle d'instabilité et de sous-développement qui continue d'entraver la société haïtienne.

Une part importante de cette responsabilité nous incombe, à nous, acteurs haïtiens. Trop souvent, des partenaires extérieurs sont intervenus pour combler le vide laissé par l'absence d'une vision nationale clairement définie et de priorités stratégiques assumées. Dans bien des cas, l'appui international s'est fait sans directives précises de la part des autorités haïtiennes, ce qui a mené à des appels abstraits à la réforme institutionnelle, déconnectés des réalités et de la culture du pays. De plus, le manque récurrent d'appropriation, de coordination et de redevabilité entre les institutions locales, y compris au sein du secteur privé, a gravement limité l'impact de projets pourtant bien conçus, qui n'ont pas su trouver des partenaires locaux qualifiés ou ont été freinés par des institutions nationales trop faibles. Désormais, c'est à nous qu'il revient de tracer un cap clair pour le pays, d'en assurer l'exécution disciplinée et de tenir nos institutions, et nous-mêmes, responsables des résultats.

L'Institut Macaya est convaincu qu'un chemin est possible. Les ingrédients fondamentaux d'un renouveau national sont déjà réunis : une population jeune et déterminée, prête à contribuer ; la possibilité réelle de réformer la gouvernance et la sécurité ; et un contexte géopolitique favorable à une prospérité partagée avec nos voisins.

Il est temps de se pencher avec lucidité sur les causes de cette situation chronique. Il nous faut donc regarder en face notre leadership politique, nos institutions publiques, nos acteurs économiques, notre société civile et notre diaspora, et affronter les dysfonctionnements systémiques qui nous ont menés à cette impasse. Il ne s'agit pas simplement de sortir de la crise actuelle par des ajustements techniques ou des réformes procédurales. Le moment est venu pour un leadership collectif visionnaire et au service du bien commun, pour bâtir des coalitions capables d'initier un effort de reconstruction nationale porté par l'ensemble de la société.

Nous savons qu'aucune institution seule ne peut y parvenir. Ce plan d'action à court et moyen terme propose des pistes concrètes pour améliorer la gouvernance et générer des résultats durables, à un moment où il faut impérativement définir la structure et l'agenda de la période de transition postérieure au 7 février 2026. Il vise à catalyser la formation d'une coalition élargie, regroupant l'État haïtien, le monde des affaires, les partis politiques, la société civile et la diaspora, unis pour établir une compréhension commune des besoins urgents du pays et mobiliser un engagement collectif pour reconstruire une nation moderne, au-delà des clivages partisans.

Ce plan propose un cadre de référence qui apporte un élément essentiel souvent absent du dialogue national : une perspective haïtienne sur ce qui doit être fait pour stabiliser et rebâtir notre nation, une perspective fondée sur la conviction que le redressement à long terme d'Haïti doit être défini par les Haïtiens eux-mêmes, en fonction de priorités nationales claires. Pour réussir toutefois, cet effort nécessitera un appui international renouvelé et soutenu, non sous forme de

solutions imposées de l'extérieur, mais d'un accompagnement stratégique aligné sur les priorités haïtiennes et fondé sur une responsabilité nationale.

PRINCIPES DIRECTEURS D'UN CADRE HAÏTIEN POUR LA PROSPÉRITÉ ÉCONOMIQUE : DES PRIORITÉS RECENTRÉES, DES OBJECTIFS STRUCTURELS

Ce document se veut une contribution à la nécessaire réflexion nationale sur l'avenir d'Haïti. Ses auteurs font le constat pragmatique des outils limités dont dispose la nation aujourd'hui et dès lors, de la nécessité de raisonner selon des priorités, identifiées comme susceptibles de générer un effet levier vertueux sur l'économie et sur la société.

Cinq priorités ont ainsi été identifiées :

1. Le développement d'Haïti doit s'appuyer sur la définition de priorités avec un effet levier vertueux. Ces initiatives doivent répondre aux déficits systémiques, renforcer les capacités institutionnelles et poser les bases d'un développement à long terme. Elles doivent dépasser les recommandations conceptuelles pour se traduire en actions concrètes, avec des objectifs clairs, des résultats mesurables et un impact structurel durable.

L'Institut Macaya considère qu'un nombre limité de priorités doit être défini afin de garantir qu'elles seront réellement menées à leur terme et que leur impact multiplicateur sur la transformation du pays sera réel.

2. La réforme de la gouvernance doit se fixer pour objectif de définir un cadre cohérent, inclusif et transparent des institutions et de l'administration. Ces actions doivent permettre à l'État de moderniser ses pratiques de gouvernance, démanteler les blocages bureaucratiques et améliorer la qualité, la transparence et la réactivité des services publics.

3. La relance économique doit privilégier des améliorations urgentes et concrètes du bien-être de la population et la création d'emplois pour la mise en œuvre de ces chantiers prioritaires. La création d'emplois et la redynamisation de l'activité économique doivent constituer des priorités centrales. Dans un pays où la majorité de la population est jeune et confrontée à un désespoir croissant, offrir un emploi digne est non seulement un impératif économique, mais aussi une condition de stabilité nationale et de cohésion sociale.

4. L'apport de la diaspora haïtienne doit être orienté davantage stratégiquement. Elle constitue une source essentielle de compétences techniques, de leadership et d'investissements. En créant des voies de retour, de contribution et d'intégration pour ces professionnels, Haïti peut accélérer sa reconstruction et renforcer la capacité et la crédibilité de ses institutions publiques et privées.

5. La reconstruction d'Haïti doit inclure toutes les catégories de population. Toutes les initiatives doivent assurer la participation active des jeunes et des femmes, que ce soit en tant que bénéficiaires ou dans des rôles de responsabilité, afin de favoriser un développement inclusif et une représentation équitable.

Nous sommes conscients que plusieurs des initiatives mises en avant dans ce plan ne sont pas entièrement nouvelles. Certaines sont déjà en cours ; d'autres ont été proposées par le passé sans avoir été mises en œuvre ou n'ont pas donné les résultats escomptés faute de suivi, de coordination ou de responsabilisation.

Ce plan d'action entend néanmoins se distinguer en assumant clairement la nécessité d'assurer la reconstruction en recentrant le pays sur des priorités. Il vise à mettre en valeur et renforcer les initiatives identifiées comme les plus urgentes et transformatrices.

Par ailleurs, nous reconnaissons également que d'autres projets pertinents existent en dehors du présent cadre. Leur absence ici ne remet nullement en cause leur importance. Ce plan s'inscrit comme une contribution à un effort national plus large et inclusif, qui doit rester ciblé, adaptatif et fondé sur un engagement commun envers la transformation structurelle et le leadership haïtien.

EXIGENCES URGENTES POUR LA MISE EN ŒUVRE

1. Rétablir la sécurité

Nous saluons fermement la création d'une Force de Répression contre les Gangs (FRG) dotée de capacités renforcées et d'un mandat élargi lui permettant de faire appliquer les interdictions existantes sur les armes (y compris en mer), de confronter de manière proactive les gangs criminels, et de reconquérir leurs bastions à travers des opérations ciblées.

Tout en reconnaissant que l'autorisation de la FRG et la mise en place du Bureau de Soutien des Nations Unies pour Haïti (UNSOH) sont essentielles pour constituer une force à la hauteur des défis, nous appelons nos partenaires de confiance dans l'hémisphère à s'engager activement dans cet effort et à garantir que la FRG dispose du personnel et du financement adéquats ; une leçon tirée de l'analyse de l'expérience passée de la MSS.

À cet effet, nous recommandons :

- D'articuler les efforts du commandement de la FRG et de son Représentant Spécial autour d'un cadre stratégique unifié défini par le gouvernement haïtien. Si la FRG bénéficiera dans un premier temps d'une autonomie opérationnelle significative, il sera crucial qu'elle aligne ses objectifs et indicateurs de performance sur les priorités fixées par ses homologues nationaux.
- Encourager les pays partenaires à renforcer les contrôles d'inspection sur les envois maritimes, terrestres et aériens à destination d'Haïti, afin de réduire au minimum les flux illégaux d'armes et de permettre à la Force de répression des gangs (FRG) de se concentrer sur les opérations de lutte contre les gangs à l'intérieur du pays.
- Établir, dans les plus brefs délais, les conditions nécessaires à la tenue d'élections libres et transparentes comme un objectif central de la mission. Cela implique notamment de garantir la libre circulation des candidats à travers le pays avant et pendant la période

électorale, ainsi que de prévenir toute forme d'intimidation ou de coercition visant les électeurs.

- De cibler les opérations de sécurité guidées par le renseignement sur les figures clés et les zones sensibles, afin de faire passer un message clair que la violence des gangs ne sera plus tolérée, tout en apportant un soulagement immédiat à la population. Cela inclut :
 - la capture des chefs de gangs, de leurs lieutenants, associés et bailleurs de fonds, pour neutraliser et démanteler leurs réseaux ;
 - la reconquête et la conservation des territoires occupés par les gangs afin de rétablir une vie normale dans des zones commerciales stratégiques de Port-au-Prince, de l'Artibonite et des zones rurales avoisinantes affectées par l'activité criminelle ;
 - la sécurisation des infrastructures logistiques critiques (ports et aéroport) et la restauration de la libre circulation des biens et des personnes sur les routes nationales.
- Prioriser le déploiement d'unités spécialisées dans les opérations en milieu urbain, tout en faisant preuve d'une vigilance particulière dans la gestion des mineurs enrôlés de force dans les gangs lors des opérations.
- Inclure dans les contingents des pays partenaires des soldats d'origine haïtienne disposant d'une expérience pertinente dans les domaines militaire et policier, ce qui favoriserait la confiance avec les communautés locales et renforcerait l'efficacité des opérations conjointes.
- Appeler le secteur privé haïtien à fournir, lorsque pertinent, un appui logistique et des services locaux susceptibles d'accélérer le déploiement de la FRG tout en stimulant l'activité économique locale et en créant des opportunités d'emplois.
- Prévoir une stratégie claire de communication et de sensibilisation communautaire, afin d'informer la population haïtienne et les partenaires internationaux potentiels des avantages du nouveau mandat, ainsi que des progrès futurs de la Force vers l'atteinte de ses objectifs.

En parallèle, une montée des revendications pour la justice est inévitable. Si elle n'est pas traitée, elle pourrait générer une résurgence de la violence sous de nouvelles formes. À ce titre, nous recommandons :

- Une initiative de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR) en parallèle des opérations actives de la PNH et de la FRG, axée sur la collecte transparente d'armes, la démobilisation structurée des membres de gangs (en distinguant les auteurs violents des participants contraints) et leur réintégration dans la société par l'emploi, la formation et l'accompagnement psychosocial.

- La réalisation d'enquêtes rapides dans les zones libérées, pour évaluer l'occupation, la propriété foncière et les cas de squat, afin de développer des processus de dialogue et de négociation ciblés, clarifiant les droits de propriété et permettant le lancement de projets communautaires de reconstruction plus ambitieux.
- La protection des organisations locales et de la société civile œuvrant auprès des survivantes de violences sexuelles, et le renforcement de leurs capacités à documenter les cas, en vue d'éventuelles procédures judiciaires futures.

2. Répondre aux besoins immédiats des personnes déplacées en fonction de l'évolution de la situation

À mesure que la sécurité s'améliore, Haïti connaîtra probablement une vague de retours de personnes déplacées internes, avec des dizaines de milliers d'individus cherchant à retrouver leurs quartiers, souvent avec pour seul bien les vêtements qu'ils portent. Ces communautés d'accueil seront, dans bien des cas, des coquilles vides de ce qu'elles étaient autrefois : maisons pillées ou détruites, infrastructures vitales (places publiques, écoles, cliniques, marchés) endommagées ou hors service.

Dans ce contexte, la réduction de la violence doit s'accompagner d'améliorations visibles et concrètes dans la vie quotidienne, en tant que complément essentiel et immédiat aux efforts de stabilisation. Ce n'est qu'en reliant le retour à la sécurité à des bénéfices réels que la confiance pourra être rétablie et l'autorité de l'État réaffirmée.

Les recommandations ci-dessous visent à répondre aux besoins urgents, tout en ouvrant des voies économiques pour les populations affectées. Elles mettent également l'accent sur des zones géographiques stratégiques, tels que les corridors économiques, certains quartiers ciblés et infrastructures clés, qui peuvent servir d'ancrages à une revitalisation plus large du pays.

Ces initiatives à impact rapide doivent s'appuyer sur l'impérieuse nécessité de ne pas reconstruire les communautés dans l'état dysfonctionnel qui prévalait auparavant, mais se donner pour objectif de faire de cette reconstruction l'occasion d'améliorer les conditions existantes en matière d'accès aux services essentiels à la dignité des personnes tels que l'éducation, la santé, l'énergie, l'eau et la sécurité. Elles devraient être dirigées par les communautés elles-mêmes et tirer parti des connaissances et de l'expertise des agents de terrain qui avaient été déployés lors du séisme de 2010, tout en donnant la priorité à la main-d'œuvre locale.

Nous recommandons :

- La création de comités communautaires de réhabilitation, composés de leaders de quartier, appuyés par des urbanistes et d'autres bénévoles qualifiés, dans un esprit de solidarité. Chaque quartier possède ses propres caractéristiques démographiques, sociales et physiques, ainsi que des besoins spécifiques qui nécessitent des solutions adaptées. Nul ne connaît mieux les besoins d'une communauté que ses propres habitants, motivés par l'intérêt de voir leurs conditions de vie améliorées.

- Un appui aux personnes retournées via des « kits de redémarrage » (portefeuille électronique/subvention en espèces, trousse à outils de base, bâches, filtres à eau) et des bons matériels échangeables auprès de fournisseurs locaux accrédités pour relancer les réparations de logements. Pour les entrepreneurs, des kits de réactivation du commerce (subventions pour reconstruire les étals, glacières, capital de démarrage) pourraient aider les commerçants à reprendre leurs activités.
- L'organisation de brigades de travail rémunéré quartier par quartier, embauchées parmi les habitants de retour, pour dégager les décombres, rouvrir les rues et trier les matériaux pour réutilisation, pendant que des entreprises formelles s'occupent de l'enlèvement lourd. Les comités de quartier pourraient recevoir des subventions communautaires pour prioriser les réparations (cliniques, écoles, drainage), avec un suivi assuré par des tableaux de bord publics simplifiés pour plus de transparence.
- La mise en place d'un pont alimentaire de six mois, sous forme de bons électroniques échangeables dans les commerces locaux, afin d'éviter les stratégies d'adaptation négatives en attendant la reprise des revenus.
- Le déploiement de toilettes mobiles, de points d'eau, d'éclairages publics solaires, ainsi que de cliniques mobiles circulant entre écoles et églises rouvertes pour assurer la reprise des soins de santé primaires, des services de maternité et de la vaccination.
- Dans une seconde phase, le déploiement de micro-réseaux d'énergie renouvelable, de systèmes de stockage et de distribution d'eau et des programmes d'assainissement gérés et entretenus par les comités. La sensibilisation à l'agriculture urbaine devra également être encouragée auprès des résidents.

3. Créer les conditions de stabilité et de prospérité à long terme

La crise sécuritaire en Haïti est profondément liée à l'effondrement économique provoqué par des institutions faibles, la corruption et une autorité fragmentée, qui ont miné la crédibilité de l'État et alimenté des cycles récurrents d'instabilité. Dans ce contexte, la continuité des services publics et la restauration visible des services essentiels sont tout aussi importantes pour la stabilisation que le contrôle territorial et l'application de la loi.

Si l'objectif principal de la transition est d'établir la sécurité et de conduire le pays vers des élections libres et crédibles, un agenda de réformes structurelles doit rester une priorité pour permettre une reprise rapide et une stabilité durable. Sans mesures immédiates pour garantir la transparence, l'efficacité et la résilience des institutions, les avancées sécuritaires resteront fragiles et susceptibles d'être annulées par les dynamiques de méfiance et d'absence de l'État qui ont longtemps entravé le redressement national.

Pour atteindre ces objectifs, nous recommandons de porter une attention immédiate aux initiatives suivantes :

- Assurer le chemin vers les élections

- L'arrangement transitoire actuellement en vigueur en Haïti, issu de l'accord politique du 3 avril 2024, fait face à de sérieuses difficultés opérationnelles et à une remise en question croissante de sa légitimité. Malgré certains progrès visant à maintenir la continuité de l'État et à préparer les élections, la confiance du public s'est érodée, fragilisée par la fragmentation politique, le scepticisme généralisé et les limites visibles de la gouvernance.

À l'approche de l'échéance du 6 février 2026, l'absence de clarté sur la suite du processus soulève de vives inquiétudes. Un vide prolongé ou une incertitude persistante quant à la phase suivante de la transition risquerait d'aggraver la crise actuelle. Il est donc essentiel de reconnaître les limites du cadre existant, non pas pour en désigner les responsables, mais pour favoriser une réponse nationale constructive et orientée vers le rétablissement rapide de l'ordre constitutionnel à travers des élections crédibles.

Plutôt que de relancer les débats clivants sur la composition d'un nouveau gouvernement de transition, sujet historiquement conflictuel, l'Institut Macaya recommande de recentrer le dialogue politique sur les conditions institutionnelles et opérationnelles nécessaires à la tenue d'élections impartiales, crédibles et dans les délais.

Ce repositionnement place le calendrier électoral, et non l'architecture institutionnelle, au cœur du débat national. Les acteurs politiques seraient ainsi invités à s'engager autour de :

- Un calendrier électoral clair, fixe et réaliste, jalonné d'étapes transparentes fondées sur une évaluation objective des capacités institutionnelles et du niveau de préparation ;
- Des garanties institutionnelles et juridiques visant à protéger la neutralité, l'intégrité et la crédibilité du processus électoral ;
- Des dispositifs de sécurité et d'organisation assurant la participation libre, équitable et sécurisée de tous les électeurs et candidats.

En plaçant en priorité la mise en place de conditions communes et vérifiables d'impartialité et de faisabilité, cette approche permettrait à une formule de gouvernance transitoire acceptable d'émerger progressivement, guidée par des impératifs concrets plutôt que par des négociations politisées.

Dans le même temps, l'Institut Macaya regrette que la transition n'ait pas permis aux acteurs nationaux de converger vers un processus de réforme constitutionnelle

véritablement porté par la société haïtienne, réforme que nous continuons de considérer comme un pilier fondamental de la stabilité politique à long terme. En poursuivant la transition dans le cadre constitutionnel actuel, il existe un risque réel que, même avec des élections crédibles, certaines des causes structurelles de l'instabilité récurrente demeurent sans réponse et doivent être prises en charge ultérieurement par les futures autorités, dans le cadre d'un processus de réforme plus inclusif et mieux préparé.

Pour garantir la confiance du public pendant la période transitoire prolongée, aussitôt le calendrier établi, l'Institut Macaya recommande la mise en place d'un dispositif de transition restreint et axé sur les résultats, répondant aux caractéristiques suivantes :

- Une direction technocratique au sein des ministères et institutions clés impliqués dans l'organisation électorale, avec remplacement des responsables dont la conduite ou les performances nuisent à la crédibilité institutionnelle ;
- Une administration fondée sur le mérite et la discipline budgétaire, excluant toute nouvelle nomination politique sauf nécessité opérationnelle clairement justifiée et soumise à une procédure de vérification ;
- Un mandat limité, centré sur l'organisation électorale et la continuité des services publics essentiels, tout en laissant la possibilité d'amorcer certaines réformes structurelles non partisans, comme celles proposées dans cet Appel à l'action, pour jeter les bases d'une stabilité durable et d'une croissance inclusive ;
- Une transparence renforcée, avec la publication régulière de rapports sur l'état d'avancement des jalons électoraux, les dépenses de la transition et les progrès réalisés ;
- Un dispositif de contrôle indépendant, sous la forme d'un observatoire électoral composé de représentants de la société civile, d'associations professionnelles et d'institutions non partisans, chargé de surveiller la mise en œuvre, les échéances, les budgets et les performances.

Il ne s'agit pas simplement d'une feuille de route technique, mais d'un changement de logique politique qui propose une alternative crédible au cycle de blocages successifs, fondée sur la légitimité civique, la responsabilité publique et la clarté électorale. En recommandant de recentrer les priorités nationales sur les conditions électORAles, l'Institut Macaya entend proposer une contribution en vue de réduire les tensions politiques, rétablir la confiance du public et éviter un vide de gouvernance après le 6 février 2026 qui ne ferait qu'aggraver l'instabilité.

- Renforcer la redevabilité et l'efficacité des institutions publiques
 - Renforcer et étendre les initiatives visant à améliorer la transparence, la reddition de comptes et l'efficacité opérationnelle des institutions publiques à travers un cadre global de gouvernance numérique. Ce cadre s'appuiera sur le renforcement d'un système d'identité numérique et de registre civil sécurisé, inclusif et interopérable, en tant que pierre angulaire d'un État numérique moderne. Une identité numérique fiable permet de garantir un accès équitable aux services publics, de renforcer l'intégrité des processus électoraux et de servir de fondement aux systèmes de protection sociale. L'architecture numérique élargie visera à moderniser les systèmes de l'administration publique afin de permettre une supervision financière en temps réel, d'améliorer la prestation des services, de promouvoir une culture d'intégrité au sein de l'administration, de garantir des conditions de concurrence équitables pour les entreprises, de lutter contre la corruption et de rétablir la confiance dans les institutions publiques. En intégrant l'interconnexion numérique et la résilience des données à travers l'ensemble des agences publiques, ce cadre contribuera également à garantir la continuité institutionnelle et la coordination en période de crise sécuritaire ou de catastrophe naturelle.
 - Promouvoir une culture de transparence en instaurant des obligations légales de publication des rapports publics et des audits indépendants réguliers dans toutes les agences de collecte de revenus. Cela permettra de restaurer la confiance des contribuables, d'améliorer la compétitivité du secteur privé et de stimuler une participation économique plus large.
- Restaurer la confiance dans le système judiciaire haïtien
 - Mettre en place une approche hybride, avec des experts internationaux travaillant aux côtés des opérateurs de justice haïtiens pour renforcer les institutions judiciaires, recommander des réformes législatives, et soutenir les enquêtes sur la corruption, à l'instar des mécanismes soutenus par l'ONU et l'OEA au Guatemala et au Honduras. Cela devrait inclure un accent spécifique sur les auteurs de violence et leurs soutiens financiers.
 - Déployer des tribunaux mobiles dans les régions rurales et les quartiers ciblés pour résoudre rapidement les différends, réduire les risques de violence, et assurer l'enregistrement des décisions auprès des autorités fiscales, cadastrales et pénitentiaires.
- Réformer l'appareil sécuritaire haïtien
 - Appuyer le Gouvernement d'Haïti (GH) dans la création et le renforcement d'institutions de sécurité clés, telles que le Conseil National de Sécurité et de Défense (CNSD), afin d'élaborer une stratégie nationale de sécurité cohérente à

court et moyen terme, incluant des efforts de coopération sécuritaire avec des partenaires bilatéraux et adaptée aux menaces internes et externes actuelles et futures pesant sur la stabilité du pays. Cette initiative s'inscrit dans le mandat établi au paragraphe 24 de la Résolution 2793 (2025) du Conseil de sécurité des Nations Unies, qui « demande au Secrétaire général d'élaborer, en coordination avec les autorités haïtiennes, et de soumettre au Conseil de sécurité, dans les trois mois suivant l'adoption de la présente résolution, des repères, indicateurs et échéances à respecter par les autorités haïtiennes pour accroître les forces de sécurité du pays et renforcer la gestion et le contrôle de ses frontières terrestres, maritimes et aériennes ainsi que de ses ports, afin de lutter contre le trafic illicite d'armes, de munitions et de stupéfiants, dans la perspective de transférer progressivement les responsabilités et les tâches au GH. »

- Initier les réflexions sur une refonte complète de la Police Nationale d'Haïti (PNH), à partir d'un cadre légal actualisé, une chaîne de commandement simplifiée, une structure axée sur l'ordre civil et la lutte antigang, avec des normes harmonisées de formation, d'équipement et d'évaluation des performances.
 - Engager des réflexions profondes visant à réformer les Forces Armées d'Haïti (FAd'H) pour les transformer en une force de type Gendarmerie ou Garde nationale, chargée de la stabilisation interne, la protection des frontières et la réponse aux catastrophes, avec un mandat d'encadrement civique des jeunes et de création d'opportunités professionnelles.
 - Réduire l'influence des organisations criminelles transnationales (OCT) en institutionnalisant des alliances régionales (États-Unis, Colombie, Brésil, Mexique, CARICOM) pour mener des opérations conjointes d'interdiction maritime et aérienne et couper les flux de drogue et d'armes vers Haïti.
- Relancer l'activité économique et Créer des Emplois/
 - Renforcer la gestion de la frontière entre Haïti et la République dominicaine afin d'accroître les recettes publiques indispensables et de contribuer à la sécurité nationale. Un contrôle efficace des principaux points de passage et des routes informelles permettrait de freiner le trafic d'armes et de stupéfiants, tout en réduisant la contrebande qui mine la compétitivité de la production locale et freine la création d'emplois durables. La précarité économique constitue un moteur majeur de la migration régionale. Par ailleurs, une meilleure gestion frontalière augmenterait les recettes douanières, l'une des ressources publiques les plus sous-exploitées du pays, tout en facilitant un commerce et des échanges régulés et efficaces, dans le cadre d'une stratégie plus large de normalisation des relations entre les deux pays.

- Renforcer les capacités de l'Administration douanière haïtienne et améliorer la transparence en publiant régulièrement les principales statistiques commerciales contribuera à instaurer des conditions de concurrence équitables pour les entreprises. La mise en œuvre complète de la nouvelle législation douanière par les autorités facilitera les échanges et améliorera l'efficacité opérationnelle des entreprises.
- Élargir les opportunités de financement pour la reconstruction et les programmes d'infrastructures à forte intensité de main-d'œuvre, notamment à travers l'émission d'obligations souveraines destinées à la diaspora et aux fonds de pension, le développement de solutions de microfinance et de plateformes de services numériques appuyées par les technologies financières (fintech) pour les entrepreneurs à faibles revenus, ainsi que la mise en place de mécanismes internationaux de paiements pour services écosystémiques ciblant les communautés rurales et isolées.
- Créer un fonds de reconstruction destiné aux zones directement affectées par la crise sécuritaire, financé par l'État, le secteur privé, la diaspora et les bailleurs de fonds internationaux, avec un mécanisme de gouvernance multipartite. Ce fonds pourrait être lancé à l'issue d'une conférence internationale sur la reconstruction conduite par Haïti, et soutenu par des mécanismes fiscaux, des recettes douanières affectées et des contributions directes sous supervision. Les priorités de ce fonds seraient la reconstruction des infrastructures critiques telles que les écoles, hôpitaux, centres de santé, ainsi que la réhabilitation du centre gouvernemental/administratif de Port-au-Prince.
- Mettre en place un Comité Métropolitain de Reconstruction centré sur Port-au-Prince, chargé de guider et de coordonner les efforts de reconstruction menés par les communautés, en veillant à ce que les projets intègrent une planification urbaine adéquate ainsi que des normes de qualité. Ce comité poserait les bases d'une croissance urbaine durable pour la capitale, avec un mandat explicite en faveur du bénéfice des communautés et de leur participation active.
- Créer des emplois à travers un programme délibéré de développement d'infrastructures à grande échelle et à forte intensité de main-d'œuvre, visant la réhabilitation et la modernisation des ports, autoroutes, aéroports, réseaux énergétiques et de télécommunication, systèmes d'irrigation, et routes rurales secondaires. Cet effort doit stimuler la croissance économique, renforcer la connectivité régionale, et servir à la fois de levier pour l'emploi et de fondement à une résilience économique durable.
- Mettre en place un Groupe national pour la compétitivité, composé d'experts qualifiés issus de l'administration publique, du secteur privé et, le cas échéant, du milieu académique et de la diaspora, avec un mandat clair d'élaborer une feuille de

route opérationnelle visant à améliorer la compétitivité d'Haïti dans les principaux secteurs de son économie. Ce groupe serait chargé d'identifier les réformes structurelles prioritaires et de proposer des politiques économiques, réglementaires et fiscales cohérentes, à mettre en œuvre tant durant le reste de la transition que par le prochain gouvernement élu, afin de créer un environnement d'investissement plus prévisible, fondé sur des règles claires, propice au développement de la production nationale, à la croissance des exportations et à la création d'emplois.

- Entreprendre une refonte stratégique du système fiscal haïtien afin d'aligner plus efficacement la mobilisation des ressources publiques sur les objectifs de développement économique, de compétitivité, de formalisation et de politiques sociales du pays. Un code fiscal simplifié et rationalisé, associé à des procédures de déclaration claires, des plateformes de paiement numérique et des cadres réglementaires transparents, permettrait de réduire considérablement les coûts de conformité, de stimuler l'investissement national et étranger, et d'encourager la formalisation de l'activité économique. De telles réformes sont essentielles non seulement pour élargir l'assiette fiscale, mais aussi pour restaurer la confiance du public dans la capacité de l'État à collecter et redistribuer les ressources de manière équitable et efficace. Un système fiscal plus cohérent, inclusif et appuyé sur la technologie constitue une pierre angulaire d'une gouvernance efficace et d'une reconstruction nationale durable.
- Lancer des évaluations complètes et transparentes du potentiel en ressources naturelles d'Haïti, en tant que fondement de la croissance économique future et du développement durable. Ces évaluations, portant sur les ressources minières, énergétiques, marines et terrestres, devraient être guidées par des principes de protection de l'environnement, de bénéfice pour les communautés et d'intérêt national, et servir de base à l'élaboration de stratégies à long terme visant à exploiter ces ressources de manière responsable au service du bien commun.

Bien que nous reconnaissons que le déploiement de la FRG (Force de Répression contre les Gangs) puisse prendre du temps, et en dépit des défis actuels, nous appelons à une action accélérée sur des projets pouvant être mis en œuvre à très court terme, soit pour stimuler l'activité économique dans les zones stables du pays et redonner un sentiment d'espoir à la population, soit pour préparer les projets de reconstruction dans les zones géographiques qui seront reprises par les forces de sécurité, tels que :

- Identifier et faire progresser des projets d'infrastructures critiques en dehors de Port-au-Prince pouvant être lancés dans l'intervalle, pendant que les opérations de sécurité se poursuivent dans la capitale. Ces efforts devraient inclure à la fois des actions à impact rapide ("quick wins"), telles que la réhabilitation d'unités de production d'énergie existantes, la réparation de pompes à eau communautaires, l'installation d'un éclairage public alimenté par énergie solaire dans des places clés, ainsi que des programmes de travaux publics

plus structurants et intensifs en main-d'œuvre. Ces derniers pourraient se concentrer sur la réhabilitation et l'expansion des systèmes de drainage urbain, en particulier dans les villes secondaires sujettes aux inondations telles que Cap-Haïtien et Les Cayes. Ces projets généreront des emplois, renforceront la résilience et enverront un signal clair que la reprise est en cours sur l'ensemble du territoire national, et non pas uniquement dans la capitale.

- Accélérer la mise en œuvre du programme gouvernemental de recapitalisation des entreprises dans le cadre du dispositif d'investissement RCIA, afin d'aider les entreprises à relancer leurs activités ou à augmenter rapidement leur capacité opérationnelle pour créer des emplois en mobilisant les capacités existantes.

CONCLUSION

« Seule une crise, réelle ou perçue, produit un véritable changement. Lorsque cette crise survient, les actions entreprises dépendent des idées qui sont déjà disponibles. » – Milton Friedman, économiste lauréat du prix Nobel

Ces recommandations, bien que non exhaustives, sont présentées au public dans le cadre de notre engagement en faveur d'un Haïti paisible, stable et prospère, où les citoyens peuvent poursuivre leurs rêves et leurs ambitions sans être contraints de quitter le pays en raison du manque d'opportunités, de la pauvreté ou de la peur des persécutions. Nous sommes résolus à prendre notre part en canalisant les opportunités, en organisant des coalitions, en mobilisant des financements et en mettant en valeur les avantages compétitifs d'Haïti, notamment lorsque nos seules ressources ne suffisent pas.

Il est légitime d'argumenter que les initiatives proposées relèvent de la responsabilité d'un gouvernement élu, et que les autorités de transition devraient se concentrer exclusivement sur le rétablissement de la sécurité et l'organisation des élections. Cependant, compte tenu de la durée prolongée de la transition actuelle depuis l'assassinat du Président Jovenel Moïse en juillet 2021, nous croyons qu'il ne faut pas demander au peuple haïtien de continuer à endurer des retards supplémentaires dans les progrès attendus en raison de désaccords politiques prolongés, et qu'il est urgent d'agir pour restaurer l'espoir et la dignité. Des réformes structurelles essentielles doivent être identifiées, amorcées sans délai ou accélérées si elles sont déjà en cours, avec un véritable sens de l'urgence, afin de préparer le terrain pour les futurs dirigeants élus.

Le succès des initiatives et des réformes proposées dépendra d'un leadership politique fort et de l'appui explicite des Chefs d'État et de Gouvernement afin de garantir leur mise en œuvre effective, leur continuité et leur cohérence. Nous appelons les responsables politiques du pays à soutenir ces efforts de manière constante, à les financer, et à les protéger des dynamiques partisans pour en assurer la durabilité.

La contribution fondamentale du secteur privé haïtien à ce plan d'action et à l'effort plus large de reconstruction du pays est de remplir pleinement et exclusivement sa vocation : investir, créer des emplois et porter une prospérité durable. Pour que ce rôle puisse s'exercer, certaines conditions préalables essentielles doivent toutefois être réunies – une sécurité de long terme, l'effectivité de l'État de droit et des règles du jeu équitables pour les entreprises, des politiques publiques qui renforcent la compétitivité systémique du pays, des institutions transparentes, efficaces et redevables, des infrastructures de base fiables, un accès au capital, ainsi que l'utilisation stratégique des innovations technologiques.

La feuille de route présentée dans ce document vise précisément à suggérer ces préconditions structurelles tout en répondant aux urgences de court terme, afin que le secteur privé puisse évoluer dans un environnement stable, prévisible et régi par des règles claires. Dans cet esprit, la communauté des affaires haïtienne se tient prête à collaborer, au meilleur de ses capacités, avec les autorités publiques, la société civile, la diaspora et les partenaires internationaux, en mettant à profit sa discipline organisationnelle, sa vision de long terme et sa culture du résultat pour contribuer à transformer ces réformes en opportunités concrètes pour la population.

Conscients de la profondeur de la crise actuelle, il est également évident qu'un secteur privé haïtien durement affaibli par des années d'insécurité ne pourra, à lui seul, créer suffisamment d'opportunités pour les millions de jeunes en quête d'un emploi décent et d'un avenir dans leur pays. Des investissements publics d'envergure, bien ciblés, ainsi que des investissements étrangers et issus de la diaspora, seront des compléments indispensables aux efforts du secteur privé national si Haïti veut engager un véritable redressement économique. Nous appelons le Gouvernement haïtien, le secteur privé, la société civile, la diaspora, les acteurs politiques et les autres parties prenantes nationales clés à surmonter les divisions historiques et les intérêts de groupe ou individuels, pour contribuer de manière significative à cette feuille de route réformatrice, qui jette les bases du renouveau d'Haïti.

Nous plaçons également pour une réorientation de l'aide au développement. Les partenariats internationaux restent indispensables, mais l'approche de l'aide doit évoluer en tirant des leçons des expériences passées. Pour rompre le cycle de dépendance, le soutien international doit se concentrer sur le renforcement des institutions nationales, la stimulation de la croissance économique, et l'élargissement des opportunités pour les jeunes et les femmes à travers l'entrepreneuriat, la formation professionnelle et la création d'emplois. L'assistance doit favoriser la résilience en investissant dans la compétitivité économique, le capital humain et les systèmes de gouvernance, au-delà des réponses d'urgence à court terme, pour viser la durabilité à long terme. Ce partenariat renouvelé doit s'aligner sur une vision d'un développement autonome, en valorisant des partenaires locaux fiables et responsables, capables de conduire et de soutenir leur propre transformation.

Le chemin d'Haïti vers l'avenir ne sera pas facile, mais il est clair. En agissant avec audace, en réduisant les pressions immédiates, en coordonnant efficacement et en ancrant chaque action dans un leadership haïtien, ce plan offre une feuille de route réaliste et urgente vers la stabilisation, la résilience et le renouveau. Un engagement fort en faveur de partenariats public-privé au service

des communautés à travers tout le territoire enverra un message clair aux plus vulnérables : ils ne sont pas oubliés, et une coalition d'acteurs locaux engagés et de partenaires internationaux est prête à transformer Haïti en une terre d'opportunités pour tous.

Nous espérons que les débats futurs autour de ces propositions contribueront à forger une stratégie de renouveau encore plus ambitieuse, portée et appropriée par les Haïtiens. Ce document n'est ni un plan abstrait pour un avenir lointain, ni une simple feuille de route de réformes à moyen et long terme. C'est un appel à l'action immédiat : un cadre pour restaurer l'espoir, donner une direction claire, et reconquérir la souveraineté d'une nation qui en a été privée depuis trop longtemps.